



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 12/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROTECHNIC**

41 Avenue Montaigne  
68700 Cernay

Références : 0006702143\_PROTECHNIC\_2025-01-21\_VIIC Ech. COV  
Code AIOT : 0006702143

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement PROTECHNIC implanté 41 Avenue Montaigne 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contexte de la visite d'inspection est un contrôle de Suivi des Échéances concernant:

- l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 21/12/2023 qui faisait suite au contrôle documentaire du 13/11/2023 concernant la panne de l'épurateur thermique présent sur le site
- l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 23/02/2024 qui faisait suite à la visite d'inspection du 12/12/2023 concernant les émissions canalisées et diffuses de COV sur le site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROTECHNIC

- 41 Avenue Montaigne 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006702143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Protechnic produit différents types de fibres thermocollantes utilisant des colles sans solvant. Cette production représente 80% des activités tandis que le reste de l'activité est dédiée à l'impression solvantée (héliogravure).

Les principaux référentiels utilisés sont les arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 21/12/2023 et du 23/02/2024.

Les installations contrôlées sont principalement les émissaires de rejets atmosphériques du site et l'épurateur thermique.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Pourcentage Émissions Diffuses	AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 2	Levée de mise en demeure
2	Actions correctives - Panne incinérateur	AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 3	Levée de mise en demeure
3	Actions et maintenance préventives - incinérateur	AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 4	Levée de mise en demeure
4	Vitesse éjection et hauteur Conduit Rejet AIR	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 2	Levée de mise en demeure
5	Sortie Conduit Extrudeuse BLOWN 1	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 3	Levée de mise en demeure
6	Respect auto-surveillance - fréquence	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 4	Levée de mise en demeure
7	Plan de Gestion des Solvants	AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 5	Levée de mise en demeure
8	Nomenclature rubrique 1978	Code de l'environnement du 01/01/2025, article R. 513-1.I	Sans objet
9	Contenu du rapport de contrôle réglementaire des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments présentés par l'exploitant lors du contrôle, l'Inspection a constaté que:

- le Plan de Gestion des Solvants est réalisé selon les modalités présentées dans Le guide INERIS du 22 février 2009 « guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants »,
- la maintenance préventive et curative est mise en place pour assurer un maintien en fonctionnement de l'épurateur thermique,
- les modifications structurelles sur les émissaires permettent une bonne diffusion des rejets atmosphériques.

Compte-tenu des constats effectués par l'Inspection lors du contrôle, il est proposé au préfet de lever les arrêtés de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pourcentage Émissions Diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Au 31 Décembre 2023</b> , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2.1.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 susvisé :  « [...] Sur la base de ce plan de gestion et des analyses des rejets gazeux, l'exploitant doit justifier que le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 20 % de la quantité de solvants utilisée (art. 30-19 - AM du 02/02/1998). »
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle documentaire du 20 novembre 2023, l'Inspection avait constaté que dans le plan de gestion des solvants (PGS) de l'année 2022, le taux d'émissions diffuses calculé était supérieur à 20 % (51,2 %).  Avant le contrôle, l'exploitant a transmis par courriel en date du 17/01/2024 le plan de gestion des solvants (PGS) pour l'année 2024.  L'analyse du PGS est réalisée selon "le guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants - Révision n°1" établi par l'INERIS et daté du 22/02/2009.  Après contrôle du document, l'Inspection constate des erreurs dans la détermination de certains paramètres, notamment pour les paramètres O1, O5 et O3. Paramètre O3 : il représente les solvants restant à la fin dans le produit fini mais, le produit fini n'a pas vocation à contenir des solvants. Paramètre O5 : il représente la quantité de solvants détruits par des réactions physiques ou chimiques. Ici, par un épurateur thermique (incinération des solvants). Paramètre O1 : il représente la quantité de solvants émis par les cheminées du site et issus des solvants utilisés (sous forme de composés organiques volatils – COV).

Avec tous ces éléments, la valeur indiquée en pourcentage d'émissions diffuses dépend donc de calcul et de mesures erronés.

Durant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis par courriel en date du 27/01/2025 une mise à jour de son Plan de Gestion des Solvants.

A la suite de ces modifications, l'Inspection a constaté que le calcul du pourcentage des émissions diffuses se base sur des calculs désormais corrects (ces éléments sont détaillés dans le point de contrôle n°7) et permet d'obtenir une valeur inférieure à 20% (17,36%).

Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Actions correctives - Panne incinérateur

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Panne incinérateur

**Prescription contrôlée :**

**Au 31 Décembre 2023**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2.4.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 susvisé :

" L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète :

- [...]
- il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. "

**Constats :**

Lors du contrôle documentaire du 20 novembre 2023, l'Inspection avait constaté que l'épurateur thermique a subi deux pannes durant un intervalle de 20 mois (février 2022 et octobre 2023) sans que l'exploitant mène des actions pour comprendre les origines des pannes.

Avant le contrôle, l'exploitant a transmis l'extraction de l'enregistreur « JUMO » de l'oxydateur thermique sur l'année 2024 qui permet de suivre et enregistrer les paramètres à suivre en continu (vitesse, COVNM, ...).

Après contrôle du document, il apparaît une session (en dehors des arrêts du week-end) d'une semaine où aucun enregistrement n'a eu lieu: période du 29/02/2024 au 07/03/2024.

Après échange avec l'exploitant lors du contrôle, il indique que cet arrêt est dû au changement d'enregistreur.

L'exploitant a basculé son enregistreur graphique sur un enregistreur numérique (enregistreur « JUMO ») et cet arrêt d'enregistrement est dû à l'installation de ce nouvel enregistreur.

<p>Selon le suivi de l'enregistrement, aucun autre arrêt ou panne n'a eu lieu sur l'année 2024.</p> <p>L'Inspection constate l'absence de panne pour l'année 2024 et les arrêts de l'installation sont connus et réalisés durant des arrêts de production.</p> <p>Les constats réalisés n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Actions et maintenance préventives - incinérateur

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panne incinérateur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Au 31 Décembre 2023</b>, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 susvisé :</p> <p>« [...] Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction,</li> <li>• à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents</li> <li>• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité</li> </ul> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées[...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle documentaire du 20 novembre 2023, l'Inspection avait constaté que lors des pannes de l'épurateur thermique, l'exploitant n'avait pas mis en place des actions correctives afin de limiter les durées d'indisponibilité et aucune procédure n'avait été mise en place afin de limiter la pollution de l'air en réduisant ou en arrêtant la production.</p> <p>Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 14/01/2025 les documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la gamme de maintenance préventive de l'épurateur thermique (mise à jour en 2024 à la suite de l'inspection du 12/12/2023)</li> <li>• le contrat d'assistance technique signé auprès du fabricant de l'épurateur thermique daté du 24 avril 2024 (réf: 24-04-02 - CAT Opti-prest -RIG38500 - signé)</li> </ul> <p>Après contrôle de la gamme de maintenance préventive, l'Inspection a constaté que l'exploitant a mis en place des contrôles de l'installation afin d'assurer le bon fonctionnement.</p> <p>Par sondage, il a pu être constaté que la gamme de maintenance préventive contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des contrôles journaliers de la présence d'air comprimé, de surveillance des postes de comptage au niveau du brûleur gaz, des afficheurs et des contrôles de sécurité type fermeture combustible</li> </ul>

- des contrôles mensuels de l'armoire électrique, des éléments liés au brûleur gaz, de la surveillance des postes de détente gaz
- des contrôles trimestriels et annuels comprenant les nettoyages et les contrôles réglementaires

Après contrôle du contrat d'assistance technique, l'Inspection constate la réalisation de 4 visites annuelles (une par trimestre) par le fabricant qui comprend, par sondage, les actions suivantes:

- contrôle d'étanchéité des brides et trappes
- contrôle de la ligne gaz combustible
- contrôle de la ligne air comburant
- vérification des paramètres d'utilisation
- analyse des températures et de la composition des fumées

De plus, selon les dires de l'exploitant et selon le contrat d'assistance technique, un stock de pièces de première urgence est disponible sur le site afin de permettre une réparation rapide par les agents PROTECHNIC (seulement les actions réalisables par un agent PROTECHNIC).

Cependant, l'Inspection a constaté qu'aucune disposition n'a été prise par l'exploitant afin de réduire la pollution émise (réduction ou arrêt des installations) dans le cadre d'une d'indisponibilité qui conduirait à un dépassement des valeurs limites imposées.

Selon l'exploitant, ces dispositions sont impossibles à mettre en place car ces actions induiraient de fortes pertes de revenus de l'exploitation qui remettrait en cause le maintien de l'activité "Impression" du site.

Durant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis par courriel en date du 27/01/2025 une procédure définissant l'arrêt de production de la ligne d'impression DECOPLAST en cas de panne de l'épurateur thermique (réf: SE 161 A).

Après analyse du document, l'Inspection a constaté que l'exploitant a défini une mise à l'arrêt des installations en cas de panne critique de l'épurateur thermique.

Les constats effectués sur ce point de contrôle n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Vitesse éjection et hauteur Conduit Rejet AIR

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet AIR

**Prescription contrôlée :**

**Sous 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 Mars 2021 susvisé :

"

Identification	Hauteur en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimum d'éjection en m/s
----------------	--------------	-------------------------------------	-----------------------------------

Conduit n°1 (épurateur thermique)	21 m (5 m au-dessus de la hauteur de la partie de cellule BLOWN du bâtiment M5 haute de 16 m construite en 2014)	38500	8
"			
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 décembre 2023, l'Inspection avait constaté que la vitesse d'éjection en sortie du conduit n°1 (épurateur thermique) n'était pas conforme à la prescription (&gt; 8 m/s) et la hauteur du conduit n°1 ne pouvait être vérifié sans donnée disponible (plan ou mesure).</p> <p>En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel en date du 17/01/2025 le rapport annuel de mesures des rejets atmosphériques pour les émissaires du site (réf: EK2L0/24/1860 du 19/12/2024 - Mesures réalisées les 20 et 21 novembre 2024).</p> <p>De plus, l'exploitant a informé l'Inspection par courrier postal en date du 26/07/2024 et du 01/08/2024 de l'installation d'un cône de rehausse afin de permettre d'augmenter la vitesse d'éjection sans perte de charge significative.</p> <p>Après contrôle des documents, l'Inspection a constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les mesures de vitesse d'éjection réalisées au niveau de l'émissaire n°1 (rejet épurateur thermique) étaient supérieures à la valeur minimale de 8m/s En effet, 3 essais ont été réalisés: 9.3/8.1/8.1</li> <li>la hauteur de la cheminée du point de rejet n°1 est désormais supérieure à 21m Pour démontrer la hauteur de la cheminée, l'exploitant a réalisé un calcul à partir de mesures réalisées à l'aide d'un pointeur laser. Le résultat du calcul indique une hauteur de 21.05m.</li> </ul> <p>Les constats ci-dessus n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection et les mesures de vitesses d'éjection et de hauteur de cheminée permettent de lever la mise en demeure.</p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure			

**N° 5 : Sortie Conduit Extrudeuse BLOWN 1**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet AIR
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Sous 6 mois</b>, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 susvisé :</p> <p>"[...]</p> <p>- la forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère,</p>



est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. [...]"
<b>Constats :</b>  Lors de la visite sur le terrain, l'Inspection a constaté que le chapeau chinois présent lors de la visite du 12/12/2023 a été retiré. Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection et le retrait du chapeau chinois permet de lever la mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 6 : Respect auto-surveillance - fréquence**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 4			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets AIR			
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Sous 3 mois</b> , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 susvisé :  "Les mesures portent sur les conduits suivants:			
Conduit / installation	Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Conduit de rejet de l'épurateur thermique	Débit	en permanence	NFX 10 112
Conduit de rejet de l'épurateur thermique	Vitesse d'éjection	trimestriel	/
Conduit de rejet de l'épurateur thermique	O <sub>2</sub>	en permanence	NFX 20 377 à 379
Conduit de rejet de l'épurateur thermique	COVnm	en permanence (*)	
Conduit de rejet de l'épurateur thermique	CO	annuel	FD X 20 361 et 363
Conduit de rejet de l'épurateur thermique	NO <sub>x</sub>	annuel	/
Conduit de rejet de l'épurateur thermique	CH <sub>4</sub>	annuel	/
Conduit de rejet de l'épurateur thermique	poussières	annuel	/
Les rejets de la graineuse KELLER-DORIAN	débit	annuel	NFX 10 112
Les rejets de la graineuse KELLER-DORIAN	poussières	annuel	
Les rejets de la graineuse KELLER-DORIAN	COVnm	annuel	
Les rejets des extrudeuses (**)	débit	annuel	
Les rejets des extrudeuses (**)	poussières	annuel	

Les rejets des extrudeuses (**)	COVnm	annuel	
---------------------------------	-------	--------	--

(\*) ou tout autre paramètre de contrôle représentatif du bon fonctionnement de l'épurateur thermique (art.58-II de l'am du 02/02/1998 susvisé) sous réserve de :

- une parfaite corrélation entre le paramètre surveillé et la teneur en COVnm de l'effluent rejeté, à justifier par l'exploitant;
- un contrôle trimestriel de la teneur en COVnm de l'effluent rejeté.

(\*\*) TX (TX1 et TX2); WEB (WEB1, WEB2 et WEB3); BLOWN

Les mesures sont effectuées sur une durée d'au moins une durée d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 12 décembre 2023, l'Inspection avait constaté:

1. que le contrôle annuel des rejets atmosphériques pour l'année 2023 n'avait pas été réalisé et aucune commande était en cours lors de la visite pour une réalisation avant la fin d'année 2023
2. l'absence de mesures en continu pour le débit au niveau du conduit de rejet de l'épurateur thermique. Réalisation uniquement d'une mesure annuelle pour l'année 2023
3. l'absence de justificatif concernant la réalisation de mesures en continu pour les paramètres COVNM, O2 et débit au niveau du conduit et leur enregistrement

Lors de la visite de suivi des échéances, il a été constaté les éléments suivants :

- Point 1 : réalisation du contrôle annuel des rejets atmosphériques du site pour l'année 2023

Suite à l'engagement de l'exploitant lors de la visite d'inspection du 12 décembre 2023 de réaliser la mesure pour le compte de l'année 2023 d'ici fin janvier 2024, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle annuel des rejets atmosphériques du site daté du 01/03/2024 (réalisation des mesures les 24 et 25 janvier 2024) à l'Inspection par courrier postal en date du 22/05/2024.

De plus, l'exploitant a réalisé le contrôle annuel des rejets atmosphériques de son site pour le compte de l'année 2024. Il a transmis le rapport à l'Inspection par courriel en date du 17/01/2024 (réalisation des mesures les 20 et 21 novembre 2024).

Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

- Point 2 : absence de mesures en continu pour le paramètre débit du conduit "épurateur thermique"

Avant le contrôle, l'exploitant a transmis un courrier préfectoral daté du 22/05/2024 dans lequel il indique l'installation d'un enregistreur « JUMO » permettant la mesure et l'enregistrement du débit en sortie du conduit "épurateur thermique".

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de l'enregistreur « JUMO » et la mesure du débit sur l'écran de visualisation.

En complément, l'exploitant a transmis une extraction des enregistrements de l'année 2024 où apparaît la mesure du débit.

Ces constats n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

- Point 3 : absence de justificatif pour la réalisation des mesures en continu pour les paramètres O2 et COVNM (le débit a été traité sur le point 2)

Avant le contrôle, l'exploitant a transmis une extraction des enregistrements de l'année 2024 sur le conduit "épurateur thermique".

<p>Depuis l'installation de l'enregistreur début mars 2024, l'Inspection constate sur le document la réalisation des mesures en continu (enregistrement toutes les 10 secondes) pour le paramètre COVNM mais l'absence de mesures pour le paramètre O2.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il a réceptionné tardivement l'analyseur O2 (retard dans le délai de livraison de l'appareil) et qu'il est en cours d'installation sur le site.</p> <p>Sur le terrain, l'Inspection a constaté la présence de l'analyseur O2 ainsi que la présence de l'installateur qui a présenté l'appareil et le branchement en cours.</p> <p>Par conséquent, aucun enregistrement du paramètre O2 n'a eu lieu sur l'année 2024.</p> <p>Durant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis un premier enregistrement des mesures du paramètre O2 en sortie du conduit "épurateur thermique" par courriel en date du 27/01/2025.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 7 : Plan de Gestion des Solvants

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/02/2024, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PGS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Sous 3 mois</b>, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé :</p> <p>" Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. "</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 décembre 2023, l'Inspection a constaté que des paramètres en entrée et sortie sont déterminés sans justification. Notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le paramètre O1 qui se base sur une mesure annuelle alors que le paramètre COVNM est suivi en continu au niveau de la sortie de l'épurateur thermique. De plus, l'exploitant ne prend pas en compte les rejets de COV des installations d'extrusion.</li> <li>• le paramètre O6 où l'exploitant ne justifie pas l'estimation de la quantité de solvants présente dans un chiffon</li> <li>• le paramètre O9 où la quantité indiquée correspond aux émissions diffuses de solvant générées lors des périodes d'indisponibilité</li> </ul> <p>Lors de la visite d'inspection de suivi des échéances, l'exploitant a présenté le Plan de Gestion des Solvants mis à jour pour l'année 2024.</p> <p>Après analyse:</p>

- Paramètre O1:

L'exploitant a précisé que les émissions de COV pour les installations d'extrusion ne correspondent pas à l'utilisation de solvant car aucun solvant n'est utilisé sur ces installations. L'émission de COV correspond au relargage de monomère présent lors du travail du plastique par chauffage (fonte de granulés plastique pour créer un film).

Enfin, pour déterminer le paramètre O1, l'Inspection a constaté que l'exploitant a maintenu l'utilisation de la mesure annuelle et non le suivi en continu du paramètre COVNM au niveau de la sortie de l'épurateur thermique.

- Paramètre O3 :

Pour le paramètre O3, il y a une erreur sur le calcul. Il manque une division par un facteur 1000.

- Paramètre O5 :

Pour le paramètre O5, l'exploitant déduit sa valeur des autres paramètres sans connaître la valeur du paramètre O4 (impossible à mesurer selon le guide INERIS).

Selon le guide INERIS, ce paramètre est déduit du paramètre O1 et du rendement de l'épurateur thermique

- Paramètre O6:

Pour déterminer ce paramètre O6, l'Inspection a constaté que l'exploitant a déterminé le poids moyen de solvant dans un chiffon en pesant 10 échantillons de chiffons en 2024.

Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

- Paramètre O9:

L'Inspection a constaté la présence d'une valeur calculée au niveau de ce paramètre mais lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu justifier la raison de cette valeur (par quel autre moyen cette quantité de solvant a été libérée ?).

Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Durant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis par courriel en date du 27/01/2025 une mise à jour du Plan de Gestion des Solvants.

Concernant le paramètre O1, l'exploitant a maintenu l'utilisation de la mesure annuelle dans son calcul au lieu d'utiliser la mesure en continu.

Ce point appelle une remarque vis-à-vis de la prescription contrôlée car il est opportun d'utiliser la mesure en continu lorsqu'elle est en place.

Concernant le paramètre O3, l'exploitant a réalisé la correction.

Concernant le paramètre O5, l'exploitant a réalisé la correction.

Concernant le paramètre O9, l'exploitant a réalisé la correction.

Hormis le point relatif au paramètre O1, les constats réalisés n'appellent pas de remarques vis-à-vis de la prescription contrôlée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant :**

Afin d'améliorer la représentativité de son PGS, il appartient à l'exploitant de mettre à jour le Plan de Gestion en utilisant les données présentes sur le site (notamment, le suivi en continu des rejets au niveau de l'épurateur thermique). Le guide d'élaboration d'un PGS publié par l'INERIS peut être utilisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 8 :** Nomenclature rubrique 1978, Installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis (Article L513-1)

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2025, article R. 513-1.I

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;</li> <li>2. L'emplacement de l'installation ;</li> <li>3. La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.</li> </ol> <u>Rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement :</u> <i>Voir en annexe à ce rapport</i>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 12/12/2023, l'Inspection avait constaté que l'activité d'impression du site était soumise à la rubrique 1978, créée par le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019.  Dans ce cadre, l'exploitant a déposé un dossier de Porter à connaissance en date du 02 mai 2024 afin de se positionner sur l'application de cette rubrique sur ces installations.  Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Contenu du rapport de contrôle réglementaire des émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié :</u> "III.- Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation [...]"  <u>Arrêté Ministériel du 11/03/2010 modifié :</u> Annexe IV 2-c) (partiel) Contenu du rapport : "Les éléments à fournir dans le rapport d'essais concernent à la fois l'installation contrôlée, les méthodes de mesurage mises en œuvre et les résultats des mesurages. Le rapport comprend a minima:[...] - les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les essais nécessaires à une interprétation des résultats (nature des produits d'entrée et produits finis, et/ou la nature du combustible dans le cas des installations de combustion, conditions de fonctionnement : charge nominale, maximale, particulière ; quelles machines sont reliées aux conduits et si elles sont en

fonctionnement) ; les conditions sont consignées dans le tableau récapitulatif et/ou dans un chapitre dédié du rapport ;[...]"

**Constats :**

Avant et après le contrôle, l'exploitant a transmis les rapports de contrôles annuels pour les années 2023 et 2024:

- Rapport annuel pour l'année 2023; Transmission par courriel en date du 22/01/2024; Mesures faites en janvier 2024
- Rapport annuel pour l'année 2024, Transmission par courriel en date du 17/01/2024; Mesures faites en novembre 2024

Après contrôle, l'Inspection a constaté que pour le rapport annuel de l'année 2024, les conditions de fonctionnement sont absentes alors que pour le rapport annuel de l'année 2023, les conditions de fonctionnement sont présentes.

L'exploitant a indiqué que l'absence est due à une erreur de leur prestataire.

Durant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis les conditions de fonctionnement lors de mesures pour le rapport annuel de l'année 2024.

L'Inspection a constaté la réalisation des mesures dans des conditions de fonctionnement normales.

Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## ANNEXE :

### **1978. Solvants organiques (Directive IED)**

(Rubrique créée par le Décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019)

**Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :**

**Rubrique créée à compter du 1er janvier 2020**

Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :

1. Impression sur rotative offset à sécheur thermique, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an D -
2. Héliogravure d'édition, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 25 t/ an D -
3. a) Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an D -
3. b) Impression sérigraphique en rotative sur textiles ou cartons, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 30 t/ an D -
4. Nettoyage de surface à l'aide de composés organiques volatils à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de composés organiques volatils halogénés à mentions de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/ CEE et 1999/45/ CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 1 t/ an D -
5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/ an D -
6. Revêtement et retouche de véhicules, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 0,5 t/ an D -
7. Laquage en continu, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 25 t/ an D -
8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an D -

- 9.** Revêtement de fil de bobinage, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an D -
- 10.** Revêtement de surfaces en bois, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an D -
- 11.** Nettoyage à sec D -
- 12.** Imprégnation du bois, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 25 t/ an D -
- 13.** Revêtement du cuir, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 10 t/ an D -
- 14.** Fabrication de chaussures, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an D -
- 15.** Stratification de bois et de plastique, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an D -
- 16.** Revêtement adhésif, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an D -
- 17.** Fabrication de mélanges pour revêtements, de vernis, d'encre et de colle, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 100 t/ an D -
- 18.** Conversion de caoutchouc, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an D -
- 19.** Extraction d'huiles végétales et de graisses animales et activités de raffinage d'huile végétale, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 10 t/ an D -
- 20.** Fabrication de produits pharmaceutiques, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 50 t/ an D -

(1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement  
 (2) Rayon d'affichage en kilomètres